

Pouvoir d'emprunt

M. Paproski: S'ils peuvent en trouver.

M. Hnatyshyn: Il intéressera mes collègues d'apprendre en outre que l'intérêt sur la dette publique suffit à acheter une maison de \$75,000 pour chaque chef de ménage à Calgary. Je crois que je vais m'installer à Calgary. En effet, dans cette ville, les maisons coûtent plus de \$75,000, mais au moins cette somme pourra me servir de paiement initial.

Le coût annuel de l'intérêt sur la dette publique équivaudra, l'année prochaine, à \$500 par personne, et à \$1,390 par contribuable. Tels sont les faits en ce qui concerne les habitudes de dépenses du gouvernement, si on les répartit par citoyen. Il est impossible de parler en milliards de dollars car, je vous l'ai signalé, c'est extrêmement difficile à comprendre. Si je vous dit qu'il y a un milliard de secondes, la première bombe atomique n'avait pas encore explosé, vous verrez combien il est difficile de réaliser ce que c'est qu'un milliard. En ce moment, nous parlons de 14 fois cette quantité.

Je le répète, un dollar sur quatre des recettes fiscales sert à assurer le service de la dette. Il y a sept ans, les intérêts ne coûtaient que un dollar sur neuf. Cette proportion est désormais réduite à un sur quatre. Avec cette progression, la situation sera des plus graves d'ici deux ou trois ans.

Je voudrais vous citer d'autres exemples car j'en ai beaucoup, et je voudrais que les députés d'en face prêtent une oreille attentive aux données statistiques dont je vais leur faire part. La dette totale du gouvernement équivaut à \$5,000 par personne et à \$13,700 par contribuable. C'est ainsi que le total du fardeau de la dette se répartit sur chacun de nos concitoyens. Le coût de l'intérêt de la dette dépasse la valeur des recettes fiscales fédérales perçues auprès des contribuables dont le revenu est inférieur à \$30,000 par année.

J'ai maints autres exemples calculés d'après la situation du citoyen ordinaire. Ils se rapportent à l'énormité des programmes de dépenses et du déficit provoqué par le présent gouvernement. C'est volontiers pour la gouverne des députés que je déposerai ces renseignements.

Si un député veut savoir quelles sont exactement les conséquences ou s'il veut avoir d'autres exemples de ce que cela signifie pour chaque contribuable, je me ferai un plaisir de lui communiquer ces renseignements ou de lui parler personnellement.

Il ne me reste que quelques minutes, et je voudrais parler pour terminer d'une conférence qui m'a paru excellente et qui a fait l'objet d'un article de Ronald Anderson dans le *Globe and Mail*. Le conférencier était le P^r J. C. Gilson, du département d'économie agricole de l'Université du Manitoba. Le P^r Gilson est d'avis que les Canadiens ont pris une orientation critique pour l'avenir de leur pays. Ses propos reflétaient une vive préoccupation quant à l'avenir du Canada. Il a souligné que sous le gouvernement actuel, le pays est déchiré par les dissensions et est apparemment incapable de s'attaquer intelligemment aux problèmes économiques, tandis que d'autres nations moins bien pourvues y parviennent. Il a précisé qu'une partie importante du problème est qu'au Canada, la révolution

des anticipations croissantes s'est transformée en révolution de droits plus nombreux.

Selon le P^r Gilson, les Canadiens s'attendent désormais, à cause des prodigalités du gouvernement, à ce que celui-ci dépense toujours plus et intervienne encore davantage dans les activités et les affaires de tous les jours. Mais, comme il le signale, nous traversons actuellement une période de vaches maigres et il nous faudra régler ce très grave problème.

Voici notamment ce qu'il dit:

Rarement dans leur histoire les Canadiens ont connu autant de dissension, de conflit et de confrontation et autant de problèmes économiques en suspens qu'en 1980.

Il ajoute:

Les questions économiques urgentes qui... prennent l'envergure d'une crise nationale sont l'inflation, un déficit budgétaire au niveau fédéral déjà énorme et sans cesse croissant, un déficit chronique de la balance des paiements du compte courant et de piètres résultats quant à la productivité.

Je pense que le P^r Gilson circonscrit bien le problème que nous connaissons lorsqu'il dit:

Il est évident que notre société doit faire son examen de conscience, évaluer honnêtement ses buts, ses valeurs et ses institutions et décider comment elle doit se réorienter et s'adapter à la réalité actuelle.

Tant que le gouvernement fédéral ne sera pas parvenu à maîtriser ses politiques de recettes et de dépenses au point de pouvoir recourir à une politique fiscale efficace en plus d'une politique monétaire pour lutter contre l'inflation, le Canada continuera d'alterner entre d'une part le resserrement monétaire et d'autre part des taux d'intérêts excessivement élevés et des hausses marquées du taux d'inflation.

Autrement dit, en imposant aux Canadiens une telle situation déficitaire, le gouvernement s'est privé de toute liberté d'action pour tâcher de résoudre les très graves problèmes qui assaillent les citoyens ordinaires. Où se trouvent la souplesse et la force économiques qui nous permettraient de parer à des taux d'intérêt oppressifs? Quelles mesures le gouvernement prend-il, comme nous avions tenté de le faire dans notre budget, pour aider les Canadiens à faible ou moyen revenu? Quelles mesures prend-il, face au marasme économique actuel, en ce qui concerne les taux d'intérêt, pour aider la petite entreprise ou le Canadien moyen qui doit payer des taux d'intérêt hypothécaire astronomiques et des impôts fonciers qui ne cessent de croître à cause des besoins de nos municipalités? Nous sommes entraînés dans un cercle vicieux à cause des agissements du gouvernement.

● (2150)

Je tiens à communiquer un message au gouvernement ce soir, un avertissement sérieux qui mérite l'attention de tous: à moins de nous serrer les coudes dans un état d'esprit constructif—et c'est la base de toutes les observations que j'ai à faire à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi, celle de l'acceptation de principe—à moins que tous les députés n'essayent de donner des conseils au gouvernement et de lui proposer une marche à suivre dans un esprit de collaboration, dénué de tout sectarisme, à moins de songer à l'avenir de notre économie et de la planifier de sorte à réduire ce déficit, cette